



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

jpr/cb/156

**Arrêté du 26 janvier 2024
portant mise en demeure à la société RUBIS TERMINAL
de respecter les dispositions applicables à ses appontements sises à VILLAGE-NEUF**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 codifiant les prescriptions de fonctionnement des postes de déchargement et chargement en produits pétroliers de barges et péniches sur le Rhin canalisé à la société RUBIS TERMINAL à Village-Neuf, en référence au titre Ier du Livre V du code de l'environnement ;

VU la visite d'inspection du site du 28 septembre 2023 ;

VU le rapport du 9 octobre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 31 octobre 2023 en réponse au projet d'arrêté de mise en demeure, pendant la phase de contradictoire ;

Considérant que l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé impose que « *Les effluents éventuellement rejetés dans le Rhin sont composés exclusivement des eaux pluviales non souillées, provenant des aires étanchéifiées et des eaux résultant d'exercices incendie.*

Ils sont exempts :

- *de matières flottantes,*
- *de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques inflammables ou odorantes.*

[...]

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 28 septembre 2023 que les eaux de pluies recueillies dans les gattes à égouttures des appontements susceptibles d'être polluées, sont rejetées vers le milieu sans contrôle ni traitement préalable ce qui constitue une non-conformité aux prescriptions de l'article 7.3 de de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé ;

Considérant que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé stipule que : « *L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :*

[...]

- *prévenir [...] la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. » ;*

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 28 septembre 2023 la présence d'une gatte à égouttures sur chacun des appontements, que l'emplacement et le dimensionnement de ces gattes ne permettent pas de recueillir les égouttures de l'ensemble des équipements présents sur les appontements (dont le bras marine, la pompe mouvex et flexibles associés), que ces égouttures composées de substances dangereuses pour l'environnement sont donc potentiellement déversées et disséminées directement dans le milieu ce qui constitue un non -respect de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

Considérant que l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé fixe que « *Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur la zone portuaire, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur [...] la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.*

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

[...]

Des exercices périodiques mettant en œuvre les consignes doivent avoir lieu régulièrement, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que :

- *l'enregistrement des formations réalisés par les opérateurs ne permet pas de tracer celle associée aux consignes à tenir en cas d'incident ou d'accident au niveau des appontements ;*
- *l'exploitant ne dispose pas de mesures pour assurer le maintien des connaissances des opérateurs ;*

- l'exploitant n'a pas présenté à l'inspection de compte-rendu d'exercice mettant en œuvre la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident au niveau des appontements ;
ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé ;

Considérant que l'article 8.8.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé impose qu'« [...] A chacun des postes de chargement /déchargement des bateaux d'approvisionnement, le dispositif de défense contre l'incendie est constitué par : [...] - au minimum deux extincteurs de 50 kg (ou un de 100 kg) à chaque appontement. [...] » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un seul extincteur de 5 kg sur l'appontement n° 2 ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 8.8.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé

Considérant que l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé stipule que : « [...]Les mesures de maîtrise des risques, font l'objet d'un suivi rigoureux. En particulier, les systèmes instrumentés de sécurité [...] qui préviennent et protègent contre le risque de phénomène dangereux aux postes de chargement/déchargement des péniches. [...] Les mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers, répondent à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, en termes d'efficacité, cinétique, test et maintenance. [...] » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que les arrêts d'urgence associés aux appontements et intervenant dans les mesures de maîtrise des risques suivantes présentes dans l'étude de dangers de l'exploitant daté d'avril 2022 :

- n° 9.3, dénommée : « Présence personnel DVN en début et fin de chargement / déchargement + Procédure de mise en sécurité si nécessaire »,
- n° 9.4, dénommée : « Présence marinier + appel personnel DVN + Procédure de mise en sécurité si nécessaire » et,
- n° 12, dénommée : « Situations d'urgence (détection d'un incident et mise en sécurité),

ne répondent pas aux exigences de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, ils ne sont pas maintenus ni testés, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier leur cinétique ; ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé ;

Considérant que l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé fixe les mesures de maîtrise de risques présents sur les appontements dont : «[...] • Un dispositif technique coupera automatiquement la pompe de chargement en produits pétroliers située dans l'entrepôt, en cas d'échauffement anormal provoqué par un débit nul.[...] Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. »

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que le dispositif technique coupant automatiquement la pompe de chargement en produit pétroliers située dans le dépôt en cas d'échauffement anormal provoqué par un débit nul n'était pas considéré et géré comme une mesure de maîtrise de risques par l'exploitant, qu'il ne bénéficie pas d'une maintenance et de test enregistré ce qui constitue une non-conformité des prescriptions de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé ;

Considérant que le courrier de l'exploitant du 31 octobre 2023 ne contient pas tous les éléments permettant d'attester du retour à la conformité sur les non-conformités susmentionnées et que certaines réponses nécessitent une vérification sur site ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations,

ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société RUBIS TERMINAL, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé au 33 avenue de Wagram à Paris (75017), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses postes de chargement/déchargement de péniches, barges sur le Rhin canalisé situées 3 rue du Rhône à Village-Neuf (68128).

Article 2 : **Dans un délai d'un jour à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé :

« Les effluents éventuellement rejetés dans le Rhin sont composés exclusivement des eaux pluviales non souillées, provenant des aires étanchéifiées et des eaux résultant d'exercices incendie.

Ils sont exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques inflammables ou odorantes.

[...]

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.»

Article 3 : **Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

-prévenir [...] la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »

Article 4 : **Dans un délai de 2 mois après notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé :

« Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur la zone portuaire, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur [...] la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

[...]

Des exercices périodiques mettant en œuvre les consignes doivent avoir lieu régulièrement, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 5 : Dans un délai de 15 jours après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.8.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé :

« [...]

A chacun des postes de chargement /déchargement des bateaux d'approvisionnement, le dispositif de défense contre l'incendie est constitué par :

[...]

- au minimum deux extincteurs de 50 kg (ou un de 100 kg) à chaque appontement. [...] »

Article 6 : Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé :

« [...]

Les mesures de maîtrise des risques, font l'objet d'un suivi rigoureux. En particulier, les systèmes instrumentés de sécurité [...] qui préviennent et protègent contre le risque de phénomène dangereux aux postes de chargement/déchargement des péniches.

[...]

Les mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers, répondent à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, en terme d'efficacité, cinétique, test et maintenance.

[...]. »

Article 7 : Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé :

« [...]

• Un dispositif technique coupera automatiquement la pompe de chargement en produits pétroliers située dans l'entrepôt, en cas d'échauffement anormal provoqué par un débit nul.

[...]

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. »

Article 8 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 9 :- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 10 :- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

A Colmar, le 26 janvier 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT